

Coup d'oeil sur le commerce du livre au Québec

Overview of the booktrade in Quebec

El comercio del libro en Québec en un vistazo

Denis Vaugois

Volume 54, numéro 2, avril-juin 2008

Topographie du Québec documentaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1029329ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1029329ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaugois, D. (2008). Coup d'oeil sur le commerce du livre au Québec. *Documentation et bibliothèques*, 54(2), 169–171.
<https://doi.org/10.7202/1029329ar>

Résumé de l'article

Le commerce du livre en territoire québécois se caractérise par les petits tirages, les ventes limitées et par la mise à l'écart des titres passés sous la pression des nouveautés. Même si elles demeurent le maillon faible de la chaîne du livre, les citoyens peuvent compter sur un réseau exceptionnel de librairies, rapidement alimentées, bien pourvues et efficaces.

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED) et Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec (CBPQ), 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Coup d'œil sur le commerce du livre au Québec

DENIS VAUGEOIS

Ministre des Affaires culturelles et de l'Éducation du Québec de 1978 à 1981
Directeur des Éditions du Septentrion
sept@septentrion.qc.ca

RÉSUMÉ | ABSTRACTS | RESUMEN

Le commerce du livre en territoire québécois se caractérise par les petits tirages, les ventes limitées et par la mise à l'écart des titres passés sous la pression des nouveautés. Même si elles demeurent le maillon faible de la chaîne du livre, les citoyens peuvent compter sur un réseau exceptionnel de librairies, rapidement alimentées, bien pourvues et efficaces.

Overview of the booktrade in Quebec

The book trade in Quebec is characterized by small printings and limited sales, and is focused on new releases at the expense of older titles. Even if bookstores represent a weak aspect in a book's life-cycle, consumers can count on an exceptional network that is quickly purveyed, well stocked and effective.

El comercio del libro en Québec en un vistazo

El comercio del libro en el territorio quebequense se caracteriza por sus ediciones en pequeñas tiradas, por las ventas limitadas y por el desplazo de títulos anteriores a favor de las novedades. Sin embargo, los ciudadanos pueden contar con una red de librerías que, aún siendo un eslabón frágil en la cadena del libro, se alimentan rápidamente, están muy bien surtidas y resultan eficaces.

« **T**U VEUX CONNAÎTRE LE CONSEIL que mon nouveau comptable, C.A. et M.B.A. s'il vous plaît¹, vient de m'en donner ? ». La blague a fait plusieurs fois le tour du dernier Salon du livre de Montréal. Chaque éditeur l'améliorait au passage. À la fin de la semaine, le dit conseil avait pris la forme d'une condition imposée par la banque pour augmenter la marge de crédit d'un éditeur : « Après un examen attentif de vos livres comptables, la Banque nationale du Québec accepte d'augmenter à 10 000 \$ votre marge de crédit à la condition que vous vous engagiez à éliminer de votre programme éditorial tout ouvrage dont les ventes seront inférieures à 3 000 copies. Également, vous devrez prendre entente avec votre distributeur pour refuser, dorénavant, tout retour de la part des libraires. Nos conseillers financiers se tiennent gratuitement à votre disposition pour fixer le calendrier d'application de ces exigences. »

Une mauvaise blague ? Pas vraiment ! En effet, si un éditeur appliquait ces deux conditions, il n'aurait plus besoin de marge de crédit. Prenons le cas d'un éditeur moyen qui publie une trentaine de titres par année. Combien d'ouvrages excèdent 3 000 ventes la première année ? Certainement pas plus que le tiers. Il est même possible qu'aucun titre n'atteigne ce résultat. Un premier roman atteindra 1 000 copies si l'auteur a une grosse famille ou beaucoup d'amis. Un essai, sauf s'il est signé par une célébrité, obtiendra un résultat semblable. Est-ce à dire que ces ouvrages n'auraient pas dû être publiés ?

Qu'on se rassure ! Au moins 90 % des ouvrages proposés aux éditeurs ne seront jamais publiés. Comment expliquer le 10 % qui se rend jusque chez l'imprimeur ? L'espoir de bonnes ventes ? Pas nécessairement. Les éditeurs littéraires — catégorie très large qui comprend romans, essais et poésie — sont des passionnés. C'est leur principal défaut. Mois après mois, ils retiennent des manuscrits strictement pour leurs mérites propres, leurs qualités. Ces « pauvres » éditeurs sont incapables de prévoir la réaction des médias ou du public. À la fin de l'année, ils constatent avec étonnement qu'ils se sont continuellement trompés : tel titre dont ils attendaient peu a bien marché tandis que tel autre, dont on a forcé le tirage, a fait chou blanc.

1. C.A. : comptable agréé. MBA : détenteur d'une maîtrise en administration des affaires.

[illegible]

Résultat : la librairie est le maillon faible de la chaîne du livre. Malgré les avantages créés par la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre — une exclusivité québécoise — les libraires gagnent peu. Les librairies Garneau-Dussault, jadis prospères, ont été rachetées par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) ; il n'y a pas si longtemps, les librairies Classic ont abandonné la partie tout comme Champigny, tandis que Renaud-Bray frôlait la faillite. Deux syndicats s'en sont mêlés : la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des syndicats nationaux. Les deux centrales sont en compétition. Laquelle obtiendra les meilleurs salaires pour ses membres ? Au lendemain de dures négociations, un commis en librairie, souvent bardé de diplômes universitaires, gagne la moitié du salaire d'un bibliothécaire, le quart de celui d'un travailleur de la construction et le cinquième de celui d'un policier. Et en plus, il paie ses chaussures.

La loi du livre

La révolution tranquille a commencé de la façon qui s'imposait : en démolissant afin de reconstruire. Elle a transformé les collèges classiques en cégeps, les écoles normales en embryons universitaires, elle a érigé, en plein champ, des prisons et des polyvalentes, elle a fermé les scolasticats, les juvénats et les grands séminaires, elle a étatisé les hôpitaux et nationalisé l'électricité.

En 1960, le clergé, malgré ses lacunes, lançait dans la vie un million de jeunes diplômés. En 1960 toujours, les institutions fédérales, indépendamment des allégeances politiques, éveillaient les esprits avec les programmes d'aide du Conseil des Arts, une production soutenue de l'Office national du film et surtout une radio et une télévision de langue française — la Société Radio-Canada — offrant une programmation de bon niveau.

Dans certains secteurs, tout était à faire. Les musées et les bibliothèques n'étaient pas à la mode dans l'ancien régime. Au moment de la victoire du Parti québécois, en novembre 1976, Québec comptait un Musée d'État dont la plupart des salles d'exposition avaient été détournées de leurs fonctions premières, Montréal tenait loin du public un Musée d'art contemporain et regardait vaciller son Musée des Beaux-Arts. Ici et là, sur le territoire, on trouvait des petits musées héroïques que voisinaient des bibliothèques publiques tout aussi rares que modestes.

L'école ne suffisait pas ; il fallait la prolonger dans des lieux d'éducation permanente. Ce fut le plan de développement des bibliothèques publiques et la loi du livre. Aujourd'hui, il est encore de bon ton de décliner nos retards en pieds carrés de bibliothèques, en collections de livres, en personnel qualifié. L'assaut dont fut l'objet la Grande Bibliothèque, dès son ouverture, a bien démontré l'extrême besoin ressenti par la population, malgré les progrès accomplis depuis un quart de siècle. Les lacunes sont énormes, mais la situation n'est pas entièrement sombre.

Le Québec est en effet le seul endroit en Amérique du Nord où un nouvel ouvrage peut se retrouver automatiquement dans plus de 200 librairies en l'espace de 48 heures. Cette mise en place ne peut être bloquée par quiconque. Elle ne dépend pas de l'humeur d'un acheteur de chaîne qui décide pour des dizaines ou même des centaines de succursales. En effet, le libraire doit accepter en office les nouveautés s'il veut garder son agrément, lequel lui donne le privilège de vendre aux institutions publiques au prix marqué. Ayant d'abord pour mission de servir le grand public, les libraires doivent répondre à certaines exigences : leurs librairies doivent être facilement accessibles, ils doivent tenir un inventaire raisonnable, avoir du personnel compétent, respecter à la fois les exclusivités obtenues par les distributeurs et les tabelles (les taux de change) établies périodiquement par les autorités compétentes. Pour les éditeurs, l'agrément signifie une aide modeste de la Sodec et surtout, depuis peu, l'accès au crédit d'impôt,

Avant la loi 51 de 1979 (L.R.Q. D-8.1 : Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre), les grandes librairies et les rares bibliothèques pouvaient faire leurs achats directement en Europe. Des commissionnaires sillonnaient d'ailleurs le Québec pour faciliter les approvisionnements. Du jour au lendemain, les distributeurs ont pu se déployer et tenir des inventaires de plus en plus considérables. Aujourd'hui, bien rares sont les livres qu'un libraire ne peut obtenir en 3 ou 4 jours (comparativement à 6 à 8 semaines avant 1980).

Il s'en est trouvé pour dire qu'en fin de compte, ce sont les bibliothèques publiques qui font les frais de la politique du livre. La question a, plus d'une fois, été examinée. Au total, les bibliothèques y trouvent leurs avantages. Le bon fonctionnement de la chaîne du livre les sert. Bibliothèques et libraires sont complémentaires : c'est le fondement de la loi.

Tôt ou tard, il faudra réglementer les pratiques commerciales et imposer le prix unique. Pour le moment, il nous paraît essentiel que la loi soit mieux respectée et que les achats soient bien répartis entre les librairies situées à proximité les unes des autres. La liste est disponible sur demande.

Plus les techniques se modernisent, plus le livre gagne en qualité, plus aussi il devient accessible. Depuis plus d'une dizaine d'années, on nous vante le livre électronique. Il y a du progrès à faire pour qu'un écran soit assez confortable pour rendre agréable la lecture d'un long texte. L'extrême avantage du numérique est pour l'instant de permettre la transmission de données qui peuvent reprendre la forme d'un livre. Le jour n'est pas loin où les bibliothèques et les librairies seront équipées en conséquence. L'impression à la demande qu'on vante tant, c'est celle-là. ■